



Comité Olympique  
Français

Le Président

00456

Tokyo  
23, rue d'Anjou (VIII<sup>e</sup>)

~~4, rue d'Argenson (VIII<sup>e</sup>)~~

~~Tél. Anj. 56-05~~

Tél Anj. 02-74

PARIS, le 27 Juillet 1964

Monsieur le Président du  
Comité International Olympique  
Campagne Mon Repos  
LAUSANNE (Suisse)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre la présentation  
de candidature de la Ville de PARIS pour les Jeux Olympiques  
de 1972 que m'a fait parvenir M. le Préfet de la Seine.

Veuillez agréer, Mon cher Président, l'assurance de  
ma considération distinguée.

Armand MASSARD.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

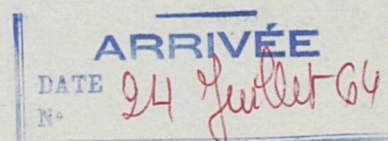
## PRÉFECTURE DE LA SEINE

DIRECTION DES BEAUX ARTS  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

PARIS, LE 22 JUIL 1964

Sous-Direction de la Jeunesse,  
des Sports et des Espaces Verts.

Bureau des Sports et de Gestion  
des Etablissements Sportifs  
2, rue Lobau - PARIS IV<sup>e</sup>



Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le  
texte d'une résolution, prise par le Conseil municipal de Paris  
dans sa séance du 9 décembre 1963, tendant à la présentation de  
la candidature de la Ville de Paris pour l'organisation des Jeux  
Olympiques en 1972.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance  
de ma considération distinguée.

Le Préfet de la Seine

Pour le Préfet de la Seine et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Seine

*à acc 7*

Monsieur le Président  
du Comité olympique français  
23, rue d'Anjou  
PARIS VIII<sup>e</sup> arrt.

TRANSMIS PAR  
**Armand MASSARD**  
Conseiller Municipal de Paris  
Conseiller Général de la Seine



REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE PARIS  
CONSEIL MUNICIPAL

Extrait du registre des délibérations

Séance du 9 décembre 1963

10.- Résolution tendant à la  
présentation de la candidature  
de la ville de Paris pour l'orga-  
nisation des Jeux olympiques  
en 1972.

Le Conseil municipal,

M. Auguste MARBOEUF, rapporteur

Prenant acte de la décision par laquelle le Comité  
olympique international a préféré Mexico à Lyon comme siège  
des Jeux olympiques de 1968;

Affirmant une fois de plus, sans par là même porter  
atteinte à la renommée de nos capitales provinciales, que  
Paris, de par son prestige mondial, est la seule ville qui  
permette à la France de prendre véritablement rang dans une  
compétition internationale;

Vu la proposition, en date du 12 novembre 1963, de MM.  
GRIOTTERAY, Auguste MARBOEUF et TAITTINGER,

Sur le rapport présenté par M. Auguste MARBOEUF, au nom  
de la Commission de la jeunesse et des sports,

1°- DELIBERE:

M. le Préfet de la Seine est invité à intervenir auprès  
du Gouvernement et du Comité olympique français pour que la  
candidature de Paris soit présentée au Comité olympique inter-  
national pour l'organisation des Jeux de 1972;

2°- PREND L'ENGAGEMENT

de préparer aussitôt un plan et un programme en vue de réali-  
ser en temps utiles les installations sportives et les amé-  
nagements connexes nécessaires au succès de cette grande  
manifestation.

Pour copie conforme

Le Directeur des Secrétariats  
des Conseils municipal et général  
Signé : MONGREDIEN



INTERNATIONAL  
OLYMPIC  
COMMITTEE

## Disclaimer for using IOC publications and e-documents

*“This content (the “Content”) is made available to you (“You”) by the International Olympic Committee (the “IOC”) for non-commercial, educational, research, analysis, review or reporting purposes only. The Content shall not be re-distributed, as made available to you by the IOC, in part or in whole, except to the extent that such content is a derivative work created by You. Re-distribution of compilations of the Content made available to you is expressly excluded. The IOC makes no warranties or representations about and assumes no liability for the information included in the Content, neither its accuracy nor completeness. You agree to indemnify, defend and hold harmless the IOC from and against all claims, losses, expenses, damages and costs, resulting from or arising out of your use or misuse of the Content, or any violation by you of these terms, which shall be governed, interpreted and construed by, under and pursuant to the laws of Switzerland, without reference to its principle of conflict of laws. You agree that any dispute, controversy or claim arising out of or in relation to the present Licence of Use shall be submitted to the exclusive jurisdiction of the competent courts in Lausanne, Switzerland.”*